

Un congrès constructif, c'est possible

par Serge Depaquit

Le prochain congrès devra dégager un accord majoritaire fixant à la fois les orientations du parti, ses axes d'intervention pratique, les mesures organisationnelles susceptibles de renforcer notre capacité d'initiative sur le terrain.

Les bases d'un tel accord clair, mais non sectaire, me semblent exister à condition qu'une majorité de militants écarte deux enjeux aussi illusoirs l'un que l'autre : la « revanche » sur Vénissieux, le forçage pour réduire le pouvoir dans le parti à un cercle plus « pur » mais plus restreint.

Cet accord politique me semble pouvoir être recherché autour de quelques choix simples et essentiels :

- Nous sommes dans la gauche, Huguette Bouchardeau est membre du gouvernement et nous ne revenons pas sur cette décision du précédent congrès.
- Rechercher en commun les moyens et les formes d'une expression autonome du parti plus affirmée. Il faut savoir être nous-mêmes, y compris par rapport au gouvernement, formuler parfois les critiques les plus vives sans pour autant tomber dans une attitude d'opposition qui serait incompatible avec notre choix politique général. Il serait surtout nécessaire de savoir être « différents » dans le positif plutôt que dans le style « déçus » (ou « y a ka »).
- Nous appartenons clairement à la famille autogestionnaire qui ne se réduit pas au PSU. Mais nous y sommes là aussi nous-mêmes, ouverts au débat et aux initiatives, mais avec nos choix propres (nous ne sommes pas l'annexe d'un courant du PS !).

Ces choix devraient nous permettre de prendre des initiatives dans plusieurs domaines :

— Oeuvrer à la mise sur pied d'un **débat horizontal, transorganisationnel** dans la gauche. Des initiatives sont déjà possibles. Un « réseau » autogestionnaire multiforme pourrait ainsi être constitué. Beaucoup de militants de gauche, des syndicalistes aujourd'hui s'interrogent très profondément sur les fondements politiques de leur engagement. Des cloisonnements jusqu'ici relativement forts sont vraisemblablement en passe de basculer. Nous devons,

me semble-t-il, prendre toute la mesure de cette nouvelle réalité.

— Dans le même ordre d'idées et compte tenu des échéances à venir, la rédaction d'un nouveau « Manifeste » me paraît nécessaire. Plutôt que de mettre à jour celui de 1972, il me semble préférable de viser à un texte plus court, moins « totalisant », centré sur quelques grandes questions actuelles de notre société en rapport avec les choix du socialisme autogestionnaire.

— **Les axes d'intervention traditionnels** du parti restent pour la plupart d'actualité, mais les conditions de leur mise en œuvre méritent souvent réflexion. C'est évident en ce qui concerne la lutte pour la paix et notre action au sein du CODENE : après l'installation des Pershing, les grands mouvements européens marquent le pas faute de pouvoir définir un objectif crédible à leur action. Sur un plan bien différent on peut penser qu'en France l'action contre l'idéologie sécuritaire et pour la solidarité multiraciale et multiculturelle restera au centre de l'actualité, ne serait-ce qu'à cause des retombées électorales de ces préoccupations. Nous pouvons lors du congrès prendre en compte le bilan de la « Convergence 84 » afin de mieux cerner, là aussi, les bases possibles d'un rassemblement efficace.

*« Les bases d'un tel accord
clair, mais non sectaire, me
semblent exister ».*

— L'un des acquis forts du PSU ces dernières années a consisté à lancer avant 81 un projet précis centré sur **la réduction du temps de travail**. C'est ce choix essentiel qui nous a fait soutenir une « ligne » cohérente et suivie depuis la campagne des présidentielles jusqu'à aujourd'hui et ceci face aux tergiversations de beaucoup d'autres en matière de politique économique et sociale. Mais aujourd'hui la mise en œuvre d'une politique de réduction du temps de travail n'a toujours pas réussi à trouver un soutien social suffisant pour s'imposer comme une priorité pourtant nécessaire. Autre thème donc de réflexion et de proposition.

— Notre parti, comme le réseau autogestionnaire évoqué précédemment, devrait aussi couvrir le champ des nouvelles formes que connaît le mou-

vement social. Partant d'un besoin de changement dans le concret et le palpable, un faisceau d'activités significatif a vu le jour, ouvert à l'expérimentation de nouveaux rapports sociaux, faisant bouger la sacrosainte notion de « propriété » par une conception collective. C'est autour de l'idée d'un nouveau rapport au « travail » (pris au sens large) que se développent ces pratiques, qu'il s'agisse de la création d'une SCOP, d'une entreprise intermédiaire (emploi des jeunes) ou d'une exploitation sur le terrain des « nouveaux droits ». Il ne s'agit évidemment pas de chercher là une réponse à tous les problèmes que soulève la faiblesse actuelle de l'initiative sociale, mais de bien saisir qu'une possibilité est ici offerte à la réflexion autogestionnaire.

— Nous devons aussi tenir compte des faits, des difficultés auxquelles nous avons à faire face et qui tiennent pour l'essentiel à des données que nous ne maîtrisons pas (par exemple la loi électorale, la façon dont est organisée la vie politique dans les médias, etc.). Mais ceci ne doit pas nous empêcher de réfléchir sur nous-mêmes. D'abord en ce qui concerne notre politique de **communication**. Il me semble que ce qui nous manque le plus c'est la définition de quelques thèmes bien ciblés, originaux et formulés en langage compréhensible par tout un chacun. Or ceci, qui comme principe général est évident, demande dans la pratique un grand effort, beaucoup de travail, d'imagination collective... et j'ajouterai une certaine liberté d'esprit et de ton. Il s'agit ensuite de réfléchir aux questions d'**organisation**. Nous devons comprendre que les formations politiques doivent savoir évoluer et s'adapter dans une certaine mesure aux changements de mentalité. Divers projets de réforme organisationnelle comme de notre pratique militante sont soumis au congrès ; avec un peu de bonne volonté il devrait bien être possible de dégager un accord assez large sur certaines propositions,

sans lequel elles n'ont aucune chance d'entrer dans les faits.

D'autant qu'il est important pour conduire ces mutations (communication, organisation) de rester réalistes et de ne pas croire que, parce que nous changeons, nous allons par là même balayer les difficultés de notre environnement (par exemple passer dans les grands médias !). Certains changements exigent aussi le temps, notamment en ce qui concerne l'organisation ; d'où la nécessité à la fois de mesures immédiates (resserrement vers l'efficacité des organismes de direction) et la mise sur pied d'un échéancier pour les réformes en profondeur (statuts, conférence nationale sur l'organisation etc.)

Etant secrétaire national du parti, j'ai jugé utile de consacrer mes efforts à la recherche de cet accord majoritaire ; telle est la raison pour laquelle je n'ai pas signé de texte d'orientation (1). Ceux-ci, comme d'ailleurs les contributions, expriment la diversité des sensibilités, et ceci est nécessaire dans cette phase de réflexion sur nous-mêmes. Nous ne saurions évidemment en rester là, tel est le sens de cette contribution.

(1) A l'heure où cette contribution est rédigée (avant la parution du numéro de 2A sur le congrès), seuls m'ont été communiqués les projets de textes d'orientation intitulés : « Un projet autogestionnaire pour innover à gauche » et « Pour un parti socialement utile ». Ces deux textes d'orientation, en dépit de leurs différences, me semblent tout à fait correspondre à la démarche que je propose. Je lirai évidemment les autres textes dans le 2A qui leur est consacré en regard des quelques propositions que j'ai ici formulées.